

## **Prise de parole commune des syndicats CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA par Jean-François LAPEYRE (CGT)**

Chers amis, chers camarades

Nous étions 20 000 le 24 juin, 25 000 le 7 septembre, 28 000 les 23 septembre et 2 octobre, 33 000 le 12 octobre, nous sommes aujourd'hui encore 33 000. Nous sommes 33 000, ici, sur un site marqué par l'histoire ouvrière de notre département.

Nous sommes 33 000, à avoir une nouvelle fois, démontré au gouvernement que l'opposition à son projet de réforme de retraites est profonde, massive, sans cesse croissante et irréversible!

- Un projet qui aura pour effet d'empêcher les futurs retraités du pays d'avoir une pension digne: Nous n'en voulons pas!
- Un projet qui nie la notion de pénibilité au travail mais qui ne ferait que mesurer le degré individuel de handicap engendré par le travail (un peu comme un vulgaire contrôle technique) : Nous n'en voulons pas!
- Un projet qui reporte de 2 ans le départ à la retraite des seniors et qui fatalement retardera de 2 ans l'entrée de millions de jeunes sur le marché du travail, leur fera vivre 2 ans de galère de plus: Nous n'en voulons pas !
- Un projet qui fait supporter 90% des efforts aux salariés et plus particulièrement aux femmes et aux plus précaires: Nous n'en voulons pas!
- Un projet qui place le droit à retraite à 62 ans, et le droit à retraite à taux plein à 67 ans: Nous n'en voulons pas !
- Un projet qui allonge la durée de cotisation: Nous n'en voulons pas!
- Un projet qui n'a en fait pour but que d'épargner les revenus financiers, les capitaux, les marchés, tous ceux qui construisent leur fortune sur le travail des salariés: Nous n'en voulons pas!

Ce projet de régression sociale qui n'assurerait même pas l'équilibre de notre système de retraites : Nous n'en voulons pas , Et nous ne sommes pas les seuls.

L'opinion publique a clairement manifesté, à plusieurs reprises, son rejet massif du projet gouvernemental des retraites.

Tous les sondages le pointent:

- plus de 70 % des Français sont opposés au report de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans,
- plus de 70 % des Français soutiennent les initiatives syndicales
- plus de 70 % des Français partagent notre exigence d'un véritable débat et l'examen d'autres alternatives à ce projet de loi.

Le succès du 12 octobre le confirme :

- S'est déroulée, ce jour-là, une des plus grosses Journées de manifestation de l'histoire du pays, qui témoigne d'une mobilisation encore grandissante, d'une détermination renforcée des salariés, des privés d'emploi, des retraités.
- Les jeunes lycéens et étudiants ont fait une entrée remarquable et remarquable dans le mouvement sous l'impulsion de leurs organisations.
- Les Français sont majoritairement favorables à la reconduction des grèves

Car une autre réforme juste et efficace est possible!

Les moyens financiers existent dans ce pays pour continuer à permettre que la retraite soit le début d'un nouveau départ après une vie de labeur.

Il faut tout d'abord une autre politique de l'emploi: 1,5 millions de chômeurs, c'est 8 milliards d'€ de cotisations en moins.

Il faut instituer une contribution sur les revenus financiers des entreprises, intérêts et dividendes.

Il faut mettre fin aux exonérations de cotisations patronales qui n'ont aucun effet sur l'emploi.

En 30 ans, 10% des richesses produites par notre travail (PIB) ont été transférées des salaires vers les revenus des actionnaires. Pour 2010, cela représente 160 milliards d'€.

Et malgré cela, le gouvernement ose affirmer qu'il n'y a pas d'alternative à son projet !!

La position actuelle du gouvernement et celle du chef de l'Etat est intenable.

Mais elle est également dangereuse et complètement irresponsable 1

Loin de tenir une posture de femmes et d'hommes d'Etat soucieux des valeurs républicaines et de l'intérêt collectif, ces gens-là, à qui nous avons à faire, se refusent à entendre l'exigence d'une alternative à leurs certitudes qu'ils sont bien les seuls à partager.

Pourtant, leur projet de réforme est ultra minoritaire dans le pays.

- Après avoir refusé tout dialogue avec les partenaires sociaux,
- Après avoir nié la réalité du niveau de la contestation, allant même jusqu'à annoncer le nombre de participants aux manifestations avant que celles-ci ne commencent,
- Après avoir méprisé les Français en répétant à tout va que «les manifestants se trompent», que les salariés «n'auraient pas compris» et qu'il ne s'agissait que de «faire de la pédagogie»,
- Après avoir tenté de résigner les salariés par un vote anticipé des articles 5 et 6 (Avant même les articles 1, 2, 3 et 4 !!!) de la loi portant sur les mesures d'âges avant le 12 octobre,
- Après avoir qualifié d'irresponsables tous ceux qui contestent le projet du gouvernement et défendent l'idée d'une alternative à ce projet,
- Après tout cela, la réponse du pouvoir politique en place passe aujourd'hui par des tirs de bombes lacrymogènes et de Flash Bail!

Cette attitude est extrêmement préoccupante. Si elle persiste, le risque de blocage et de crise grave est là, alors que la situation sociale et économique du pays n'est pas particulièrement florissante.

Le gouvernement et le Président de la République n'ont d'autre issue que la suspension du processus législatif, l'abandon de ce projet et l'ouverture de négociations avec les partenaires sociaux. Ils doivent lancer un véritable débat pour la prise en compte d'alternatives permettant de garantir l'avenir de notre système de retraite par répartition.

Lancé par l'intersyndicale nationale du 8 octobre, l'appel à « *la tenue d'assemblées générales et l'organisation de consultations unitaires des salariés sur leur lieu de travail pour permettre de définir démocratiquement le rythme, les formes et les suites de l'action.* » a été entendu.

Depuis le 12 octobre, les temps forts interprofessionnels ne sont plus le seul mode d'expression revendicative.

Dans beaucoup d'entreprises et d'administrations, des Assemblées Générales ont permis aux salariés de décider des rythmes, les formes et les suites de l'action. Certaines Assemblées Générales ont même décidé de grève reconductibles.

Dans d'autres secteurs, des Assemblées Générales sont programmées pour les jours à venir.

Il nous faut encore amplifier et développer ce mouvement en articulation avec les temps forts interprofessionnels nationaux.

Le prochain temps fort national est programmé pour **le 19 octobre**.

L'intersyndicale départementale réunie hier soir a décidé d'appeler **le mardi 19 octobre** à une nouvelle manifestation départementale dont le départ est fixé à 10 h à la Bourse du Travail. Mais ce n'est pas tout.

- A l'issue de cette manifestation, nous vous invitons à vous organiser pour un pique-nique géant sur les Allées LECLERC.
- A 13h30, le groupe « Les Colporteurs » se produira en concert sur les Allées LECLERC.
- A 15h, nous nous rendrons ensemble jusqu'à la représentation de l'Etat dans notre département : la Préfecture.

Les organisations syndicales CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES et UNSA vous appellent également à maintenir un climat revendicatif tout au long de la semaine prochaine :

- Le lundi 18 octobre : Rendez-vous est donné à tous à partir de 10h devant la CCI (Boulevard KENNEDY) pour un rassemblement et un pique-nique de lutte.
- Le mercredi 20 octobre : Rendez-vous est donné à partir de 10h devant le Direction Départementale des Impôts (quartier de l'ORMEAU)
- Le Jeudi 21 octobre : C'est devant la Mairie de TARBES que nous vous invitons à un rassemblement toujours à 10h.

Nous comptons sur vous toutes et tous pour participer à ces différents rendez-vous.

Chers amis, chers camarades, nous sommes en train de vivre un moment crucial de la mobilisation sur les retraites. Celui-ci peut s'illustrer par une citation de Victor HUGO :

**"L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme."**